



SECRETARIAT GENERAL
Service Affaires Juridiques et Assurances
SC/SK

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

057-215704636-20230517-2023-294-AI

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 17/05/2023

**ARRÊTÉ MUNICIPAL PORTANT DÉLÉGATION DES FONCTIONS D'OFFICIER DE
L'ÉTAT-CIVIL, DE DÉLÉGATION DE SIGNATURE ET D'HABILITATIONS
N° 2023-SJ-18**

Le Maire de la Ville de Metz

VU le code général des collectivités territoriales pris notamment en ses articles L.2122-30, L.2122-32
R.2122-8 et R.2122-10 ;

VU le code électoral ;

VU le code civil ;

VU le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, notamment ses articles R.142-43
et R. 142-45 ;

VU la loi n°2013-907 du 11 octobre 2013 modifiée relative à la transparence de la vie publique ;

VU le décret 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n°2013-907 du 11
octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;

VU le décret d'application n°2018-343 du 9 mai 2018 portant création du traitement automatisé de
données à caractère personnel permettant la gestion du répertoire électoral unique pris en
application des dispositions du I de l'article 2 et de l'article 7 de la loi n°2016-1048 du 1^{er} août
2016 rénovant les modalités d'inscription sur les listes électorales ;

CONSIDÉRANT que, dans un souci de bonne administration locale, il est nécessaire d'ajuster la
délégation de fonction et de signature donnée à Monsieur Jean-Pierre GOLOMBIEWSKI, Agent
de maîtrise, en matière d'état civil.

ARRÊTE :

Article 1 : Le fonctionnaire titulaire ci-après désigné de l'Administration Municipale de Metz :
Monsieur Jean-Pierre GOLOMBIEWSKI, Agent de maîtrise, reçoit délégation d'exercer,
en notre lieu et place concurremment avec Nous les fonctions d'Officier de l'Etat Civil
afférentes à la délivrance de toutes copies ou extraits, quelle que soit la nature des actes
d'état civil.

Article 2 : Monsieur Jean-Pierre GOLOMBIEWSKI, Agent de maîtrise, reçoit également délégation
de signature, en l'absence ou en cas d'empêchement des Adjointes au Maire, pour la
certification matérielle et conforme des pièces et documents présentés à cet effet ainsi que
la légalisation de toute signature apposée en sa présence par un administré connu de lui
ou accompagné de 2 témoins connus.

Article 3 : En vue d'instruire les demandes de validation des attestations d'accueil qui lui sont
présentées, Monsieur Jean-Pierre GOLOMBIEWSKI, est, en vertu de l'article R. 142-45
du code de l'entrée et du séjour et du droit d'asile susvisé, habilité à accéder, dans le
cadre de ses fonctions, aux données personnelles contenues dans les traitements
automatisés y afférent mis en place par la commune de Metz.

Article 4 : Monsieur Jean-Pierre GOLOMBIEWSKI, est habilité également à accéder, dans le cadre de ses fonctions, à tout ou partie des données à caractère personnel et informations enregistrées dans le système de gestion du répertoire électoral unique (R.E.U.) pour l'application des I et II de l'article L.18 du code électoral et pour les seules données et informations nécessaires à la gestion des listes électorales de la Ville de Metz.

Article 5 : En application du décret 2014-90 du 31 janvier 2014 précité, si Monsieur Jean-Pierre GOLOMBIEWSKI, venait à estimer se trouver en situation de conflit d'intérêts, il doit, en tant que titulaire d'une délégation informer Madame la Directrice Générale des Services par écrit de l'éventualité de la situation de conflits d'intérêts à laquelle il peut être confronté en précisant la teneur des questions pour lesquelles il estime ne pas devoir exercer ses compétences.

Article 6 : L'arrêté n°2020-SJ-41 en date du 6 juillet 2020 au profit de M. Jean-Pierre GOLOMBIEWSKI est abrogé.

Article 7 : Le présent arrêté sera affiché en mairie et publié et pourra faire l'objet d'un recours en excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Strasbourg dans le délai de deux mois à compter des formalités de publicité et sera notifié à l'intéressé. Le dépôt du recours peut être opéré par voie électronique à partir du site de téléprocédures <http://www.telerecours.fr/>

Article 8 : Madame la Directrice Générale des Services de la Mairie de Metz est chargée de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation sera transmise au Préfet ainsi qu'au Procureur de la République près le Tribunal Judiciaire.

Fait à Metz, le 17 MAI 2023

Notifié le :
Signature de l'Agent

Le Maire :




François GROSDIDIER
Maire de Metz
Président de l'Eurométropole de Metz
Vice-Président de la Région Grand Est
Membre Honoraire du Parlement